



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CN.9/SR.605
10 août 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

Vingt-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE (PARTIEL) DE LA 605e SÉANCE*

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 12 juin 1996, à 10 heures

Présidente : Mme PIAGGI de VANOSI (Argentine)

SOMMAIRE

ÉCHANGE DE DONNÉES INFORMATISÉES : PROJET DE LOI TYPE; TRAVAUX FUTURS POSSIBLES
(suite)

* Il n'a pas été établi de compte rendu du reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



La séance est ouverte à 10 h 20.

ÉCHANGE DE DONNÉES INFORMATISÉES : PROJET DE LOI TYPE; TRAVAUX FUTURS POSSIBLES
(suite) (A/CN.9/XXIX/CRP.1/Add.1, A/CN.9/XXIX/CRP.2/Add.4 et Add.5)

1. La PRÉSIDENTE dit que le Groupe de rédaction a présenté son rapport et que la Commission est sans doute en mesure d'adopter le projet de loi type sur certains aspects juridiques de l'échange de données informatisées (EDI) et des moyens connexes de communication.

2. Mme CRAGGS (Royaume-Uni) dit que sa délégation est très désireuse d'adopter le projet de loi type, mais qu'elle n'est pas encore convaincue par la forme que l'on a donnée aux paragraphes 3 et 5 de l'article 17.

3. Pour ce qui est du paragraphe 5, on voit très mal ce qu'il faut entendre par «termination» d'un message de données. Est-ce à dire que le message est terminé en pratique ou simplement sur le plan juridique, et cette annulation est permanente? On pourrait ajouter pour régler ces points une phrase à la fin du paragraphe, qui se lirait : «Rien dans le présent paragraphe ne porte atteinte au droit de revenir à l'utilisation des messages de données en vue de transférer un droit ou une obligation pourvu que tout document papier utilisé antérieurement à cette fin ait été préalablement invalidé.»

4. Pour ce qui est du paragraphe 3, où il est question de message «unique», il faut considérer que tous les messages électroniques sont nécessairement uniques, même lorsqu'ils ne sont que la copie d'un message antérieur. Chaque message de données est expédié à une heure différente et, s'il est envoyé à une personne différente, il est évidemment unique, même s'il transfère le même droit ou la même obligation. De la même façon, si une série de messages de données sert à transférer ou vise à transférer le même droit à une série de personnes différentes, chacun de ces transferts est nécessairement unique, puisque les bénéficiaires sont différents. Or, ce n'est que le premier transfert qui serait répréhensible si le paragraphe était interprété comme visant un message de données ou un transfert d'un type unique. Aucun législateur national ne peut ni ne doit mettre ce paragraphe en oeuvre tel qu'il est actuellement rédigé. La dernière phrase pourrait en être remplacée par le texte suivant : «à condition qu'une méthode fiable soit utilisée pour s'assurer que le message de données censé transférer un droit ou une obligation à une personne ne peut être utilisé par cette personne ou en son nom de manière incompatible avec les autres messages de données par lesquels le droit ou l'obligation considérés ont été transférés par cette personne ou en son nom.»

5. Il vaudrait mieux que le Groupe de rédaction reprenne l'examen de l'article 17, mais la délégation britannique est disposée à accepter le texte de la loi type tel qu'il est actuellement libellé, avec de sérieuses réserves.

6. M. BURMAN (États-Unis d'Amérique) dit qu'il faut éviter de réorganiser en profondeur un texte dont l'examen est déjà si avancé. Le terme «uniques» est largement utilisé dans le commerce électronique et est tout à fait intelligible par les personnes qui travaillent dans ce domaine. Il ne serait pas souhaitable d'expliquer plus en détail ce qu'il faut entendre par «termination» au paragraphe 5 de l'article 17.

/...

7. M. CHOUKRI (Observateur du Maroc) dit que sa délégation juge valable la proposition du Royaume-Uni. Quant à l'emploi du terme «unique» à la dernière phrase du paragraphe 3 de l'article 7, il pourrait être supprimé et le membre de phrase se lire : «à condition qu'un instrument fiable soit utilisé pour faire du message de données le seul instrument adopté.»
8. M. SANDOVAL LOPEZ (Chili) partage l'opinion de la délégation des États-Unis. Les délégations ont eu maintes occasions de faire valoir leur opinion et il ne faudrait plus revenir sur la rédaction du texte.
9. M. LLOYD (Australie) dit que les paragraphes en question sont un texte de compromis. La question soulevée par le Royaume-Uni sera résolue par la pratique avec le temps. La notion d'«unicité» est assurément floue et le nouveau libellé proposé par le Royaume-Uni, qui lui donne quelque précision, pourrait figurer dans le Guide.
10. M. PHUA (Singapour) et Mme SABO (Observateur du Canada) approuvent cette proposition.
11. Mme CRAGGS (Royaume-Uni) dit qu'après avoir exprimé ses inquiétudes et expliqué sa position, la délégation britannique est disposée à adopter la loi type mais serait satisfaite si les préoccupations que lui inspire le terme «unique» étaient consignées dans le Guide.
12. La PRÉSIDENTE croit comprendre que la Commission souhaite adopter le projet de décision figurant sous la cote A/CN.9/XXIX/CRP.1/Add.11.
13. Il en est ainsi décidé.

Le débat résumé prend fin à 11 h 15.